



Un PLF 2018 taillé sur mesure pour les plus riches !

Il est une chose qu'on ne peut reprocher à ce gouvernement, c'est sa constance. Une constance, un étendard même, qui a animé l'exercice budgétaire pour l'année 2018 : il faut sauver les riches !

Une tendance nette se dégage du projet de loi de finances (PLF) présenté ce mercredi 27 septembre : revenus du capital, gros portefeuilles et contribuables les plus aisés seront les grands gagnants. Salariés, retraités et ménages modestes, eux, ne seront pas épargnés.

Dès le mois d'août, l'OFCE (l'Observatoire français des conjonctures économiques) avait estimé que 10 % des français les plus aisés concentreraient 46 % des baisses d'impôts prévues sur le quinquennat.

A la lecture du projet de loi de finances pour 2018, ce constat alarmant va encore s'amplifier ! Le choix ultra libéral est assumé même par le Gouvernement.

Les annonces parlent d'elles mêmes :

Dès le 1er janvier 2018, **l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) disparaîtra** au bénéfice de l'Impôt sur la fortune immobilière (IFI). Les titres et valeurs mobilières – donc les portefeuilles d'actions – seront exonérés de ce nouvel impôt, ce qui profitera aux 30 % des contribuables les plus riches. Le manque à gagner pour l'État, lui, s'approchera des 3,5 milliards d'euros.

Le Prélèvement forfaitaire unique (ou « Flat Tax ») au taux de 30 % entrera lui aussi en vigueur dès le 1er janvier 2018. Destiné aux particuliers, il s'appliquera à l'ensemble des revenus du capital – exception faite du Livret A et du Plan d'épargne en actions – jusqu'à présent soumis à une double contribution : l'Impôt sur le revenu (IR) et les prélèvements sociaux (Contribution sociale généralisée, Contribution à la réduction de la dette sociale...).

Pour les entreprises, le gouvernement confirme pour 2018 une diminution du taux de l'impôt sur les sociétés (IS), assis sur les bénéfices. Il sera ramené à 28 % en 2018. D'ici 2022, le taux de l'IS sera ramené à 25 %. Cela diminuera « *la charge fiscale pesant sur les entreprises* » à hauteur de 11 milliards indique le gouvernement. En 2018, les recettes de l'impôt sur les sociétés devraient se situer à 25,3 milliards d'euros contre 28,4 milliards en 2017...

Dans le même temps, l'annonce de la **suppression de la dernière tranche de taxe sur les salaires** traduit l'appel du pied au traders de la City. Cette taxe concerne les entreprises non soumises à la TVA (au premier rang desquelles on trouve les banques). La mesure annoncée par le Gouvernement consistera à les exonérer de la surtaxe de 20 % qui frappe les rémunérations annuelles supérieures à 152 000 euro. Cette exonération représentera un manque à gagner de 300 millions d'euro dans les caisses de l'État.

Autant de cadeaux aux plus aisés que vont devoir payer de leurs poches les autres contribuables. Et ce n'est pas la baisse de la taxe d'habitation qui leur offrira une hausse du pouvoir d'achat, tant promise par le Gouvernement.

Tous ces cadeaux qui profiteront en grande majorité aux grandes entreprises et aux plus riches, sont consentis au détriment de tous les autres.

Les **retraités verront leurs retraites amputées** par la hausse de la CSG.



Les **plus modestes verront les APL baisser** (moins 1,7 milliards d'économie).

L'ensemble de la population subira une **dégradation de la qualité des services publics territoriaux** (la baisse de la taxe d'habitation va considérablement gréver le budget des collectivités territoriales qui devront faire des choix budgétaires en matière, de maintien, d'entretien des services publics de proximité), **mais aussi nationaux** notamment par des coupes drastiques dans les effectifs publics.

Et c'est Bercy qui paiera une fois de plus le plus lourd tribut : 1648 emplois en moins, ce qui fera le bonheur des fraudeurs qui volent 60 milliards d'euros à l'État et qui peuvent se satisfaire de la baisse des moyens humains et matériels qui seront ainsi alloués à la lutte contre la fraude.

Les ménages vont également subir de plein fouet les hausses prévues en matière de fiscalité énergétique (hausse de 10 % de la TICPE) et de tabac.

Par ces prévisions budgétaires, Macron est en passe de réaliser le rêve du Medef : avoir un soldat au plus haut niveau de l'État. Et même si Gattaz a fait un rêve pour la France, nous, à la CGT, avons l'ambition de conserver notre modèle social !

10
OCTOBRE
2017

